

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SDEZ

ZAC de Ravenne les Francs
Avenue Jean Perrin
59910 Bondues

Référence : inspection avec contrôle inopiné du 25/03/2024 du laboratoire SGS
Code AIOT : 0007002221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement SDEZ implanté ZAC de Ravenne les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues. L'inspection a été annoncée le 25/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée , en parallèle d'un contrôle de la qualité des rejets aqueux de l'établissement par le laboratoire SGS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDEZ
- ZAC de Ravenne les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues
- Code AIOT : 0007002221
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SDEZ exerce une activité de blanchisserie traditionnelle, qui en 1974 s'est orientée vers l'activité de location et d'entretien du linge et de vêtements de travail.

Le volume d'activité du site de Bondues se monte à environ 12 tonnes par semaine:

- vêtements de travail ;
- linge plat (serviettes, essuie-mains) ;

Le site est équipé d'une station d'épuration opérationnelle depuis fin 2005. Le site a été partiellement reconstruit suite à un incendie en juillet 2009.

L'exploitation de l'établissement est régulièrement autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par un arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 : blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345, la capacité de lavage du linge étant supérieure à 5 tonnes par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 11.1	Sans objet
2	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 14/05/2014, article 1	Sans objet
3	Calage auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 15.2	Sans objet
4	Installations de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 11.1	Sans objet
5	Point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 14.2	Sans objet
6	Équipement des points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions vérifiées le jour du contrôle inopiné réalisé par le laboratoire SGS sont conformes. L'exploitant devra porter une attention sur les valeurs reportées dans GIDAF suite à la réception des rapports d'autosurveillance de WESSLING. Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des résultats du contrôle inopiné réalisé par le laboratoire SGS, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 15.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance rejet
Prescription contrôlée : Article 15 : surveillance des rejets 15.1. - Surveillance L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.

<p>REJET N° 3. :</p> <p>Paramètre/ Fréquence</p> <p>Débit, pH, température En continu</p> <p>MeS Hebdomadaire</p> <p>DCO Hebdomadaire</p> <p>DBO5 Hebdomadaire</p> <p>Azote global Mensuelle</p> <p>Phosphore total Mensuelle</p> <p>Matières grasses Mensuelle</p> <p>Hydrocarbures totaux Semestrielle</p> <p>Métaux totaux Semestrielle</p>
<p>Constats :</p> <p>La fréquence de l'autosurveillance est respectée. Le laboratoire WEESLING de Saint Quentin Fallavier réalise les mesures selon la fréquence reprise ci-dessous. L'autosurveillance réalisée en décembre et janvier respecte l'ensemble des valeurs réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Déclaration GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/05/2014, article ARTICLE 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses réalisées sont saisis dans GIDAF. Depuis la dernière inspection, l'exploitant est attentif au statut de la transmission. Une valeur élevée en phosphore de 17mg/l (mais néanmoins inférieure à la valeur limite de 20mg/l) a été notée en décembre 2023 par l'Inspection. Suite à la vérification en séance du résultat saisi, la valeur rentrée est erronée. Les résultats d'analyse du 14/12/2023 montre une valeur de 3 mg/L pour la semaine 49.</p>

Observation n°1 : l'exploitant sera attentif aux valeurs reportées dans GIDAF mensuellement suite au retour des analyses réalisées par WESSLING et au tonnage de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Calage auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, calage de l'auto surveillance
<p>Prescription contrôlée : Article 15.2 calage de l'auto surveillance</p> <p>Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure (Ph-mètre, thermométrie...) et des moyens consacrés à la débitmétrie, à l'échantillonnage, à la conservation des échantillons et aux analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an au calage de son autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement).</p> <p>Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à la vérification des dispositifs de mesure le 28 juin 2023. Le rapport de BAMO Mesures (n°305489) montre que les deux électrodes d'analyse PH ont été étalonnées. La chaîne débitmétrique, le préleveur, l'enregistreur NANODAC de données ont été vérifiés. Le prestataire a conclu à une installation fonctionnelle mais a effectué plusieurs remarques de modification à prévoir avant la prochaine intervention en 2024. La remarque sur l'immersion de la sonde PH a été prise en compte afin d'éviter l'usure prématurée de la sonde. Le niveau du canal Venturi a été modifié en même temps que les travaux sur le déplacement des afficheurs dans le local technique. Un devis a été demandé pour la prestation de vérification et d'étalonnage prévu en juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement
<p>Prescription contrôlée : Article 11.1 installations de traitement</p> <p>Les effluents doivent faire l'objet, en tant que besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p>

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.
Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.
Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Les eaux usées en sortie de lessiveuse aboutissent dans une fosse toutes eaux puis sont orientées après passage par un dégrilleur dans un bassin de neutralisation de 300m3 (mise à niveau du pH à l'acide chlorhydrique ou à l'urée). Les effluents sont par la suite transférés dans un bassin d'aération d'environ 200 m3 avant d'être rejetés dans le réseau public. Le pilotage de la station est assuré par suivi du pH en sortie de traitement et mise à niveau par d'acide chlorhydrique ou éventuellement d'urée. Le jour de l'inspection et du contrôle inopiné, l'automatisation de l'allumage de la fermeture du système était opérationnel. Il fonctionne dorénavant avec une horloge interne. La centralisation des affichages a également été réalisé. Le projet de l'installation d'un second agitateur qui permettra une meilleure homogénéité en réalisant un tourbillon est à l'étude en 2024. Le suivi du pH, du débit et de la température du rejet est réalisé quotidiennement par relève des différents index et consigné dans un registre papier et informatique. Le débit était de 52m3 et la température de 21°C pour le vendredi 22 mars.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques, point de prélèvement
Prescription contrôlée : 14.2. - Points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.
Constats : Les effluents transitent en sortie d'aérateur par un canal de rejet permettant le prélèvement

d'échantillons. Le bureau de contrôle SGS a installé le préleveur afin de réaliser les mesures de contrôle inopiné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Equipement des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.3

Thème(s) : Risques chroniques, équipement des points de prélèvements

Prescription contrôlée :

14.3. - Équipement des points de prélèvements

Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :
un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;
un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;
un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement.

Constats :

Le site est équipé :

- d'un préleveur automatique réfrigéré 24h. Les prélèvements réalisés dans le cadre de l'autosurveillance sont réalisés à l'aide :
- d'une sonde de pH avec enregistrement ;
- d'une sonde de température avec enregistrement ;
- d'un débitmètre bulle à bulle avec enregistrement.

Le prestataire Laboratoire WESSLING réalise les mesures dans le cadre de l'auto surveillance du site. Les résultats sont disponibles dans la semaine qui suit le contrôle d'auto-surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite